

76ème session extraordinaire
du comité des ministres de l'Asecna
Jean Ernest Ngalle Bibehe
a valablement représenté
le Cameroun à Dakar

Page 3



Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 258 du 28 novembre 2025 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES

DU PAYS

Informé pour apporter des solutions

Editorial

La paix ne se
décrète pas :
elle se
construit

Page 2

Elections régionales et fêtes de fin d'année

Paul Atanga Nji prescrit une sécurité renforcée pour une paix durable

Dans son discours de clôture lors de la 2ème conférence semestrielle des gouverneurs qui s'est achevée le 26 novembre 2025 à Yaoundé, le ministre de l'Administration territoriale a rappelé la nécessité pour les gouverneurs de demeurer "fermes et vigilants" afin de restaurer la quiétude et prévenir toute dérive. L'objectif étant de préserver une paix durable en cette période post-électorale. **Page 5**



Nouvel immeuble
siège de la CCAA

Le conseil d'administration sur le terrain du chantier de construction

C'était lors des 65ème et 66ème réunions extraordinaires du Conseil d'Administration de la Cameroon Civil Aviation (CCAA) qui se sont tenues à Yaoundé du 20 au 21 novembre 2025. **Page 4**

Opération à ciel ouvert de "vache à lait"

2 notaires réclament plus de 2,5 milliards Fcfa d'honoraires à la succession Soppo Priso pour des prestations discutables

C'est la quintessence d'une correspondance notifiée par exploit d'huissier aux différents ayants-droits de la succession, le 11 novembre 2025, avec injonction de payer dans un mois. **Page 2**

Editorial

La paix ne se décrète pas :
elle se construit

Par Victor NDOKI



Dans un pays encore traversé par les secousses d’une élection âprement disputée, la paix n’est jamais un acquis automatique. Elle n’est ni un slogan, ni un décret, ni un simple appel lancé depuis les hautes tribunes. La paix se construit, patiemment, dans les actes, dans les mots, dans les attitudes que les acteurs politiques adoptent lorsqu’ils s’adressent aux citoyens. Et en cette période post-électorale particulièrement sensible, cette responsabilité devient un impératif moral et républicain.

Or, sur les réseaux sociaux, une certaine tendance se dessine : triomphalisme, railleries et petites phrases humiliantes adressées au camp battu. Une rhétorique de « victoire écrasante » présentée comme un trophée à brandir, comme une revanche à savourer. Pourtant, avec 53 % des suffrages, le camp au pouvoir ne peut prétendre à un plébiscite massif. En face, 35 % des électeurs ont choisi le principal opposant

du régime. Cela représente des millions de compatriotes dont la voix compte, dont les préoccupations sont réelles, dont la dignité mérite d’être préservée. Ignorer cette réalité, c’est ignorer une part importante de la nation.

Ridiculiser leurs aspirations ou se moquer des difficultés que traverse leur leader n’a rien d’anodin. C’est une manière dangereuse de creuser des fossés au moment même où le Chef de l’État — fraîchement réélu — appelle au contraire à l’apaisement, à la cohésion nationale, au vivre-ensemble. Comment espérer une paix durable si, dans le même temps, certains communicants s’emploient à attiser la rancœur, à raviver les blessures, parfois en évoquant même la maladie d’un adversaire politique pour en faire une matière à raillerie ?

C’est une faute politique. Mais c’est surtout une faute morale. Car la politique n’est pas une arène où l’on achève l’adversaire à terre. C’est un jeu — certes rude, parfois brutal —

mais un jeu qui exige du fair-play pour demeurer exaltant. La démocratie vit de cette adversité assumée, pas de la dérision ni de l’humiliation.

Aujourd’hui, le pays n’a pas besoin de triomphes bruyants. Il a besoin de ponts. Il a besoin de gestes et de paroles qui rassurent, qui rassemblent, qui guérissent. Le véritable leadership, dans un moment comme celui-ci, ne se mesure pas à la capacité de jubiler, mais à celle de maîtriser ses élans et de tendre la main.

L’heure n’est plus à célébrer une victoire électorale déjà actée. L’heure est à l’action. Et

le peuple camerounais, dans sa diversité, attend désormais que le pouvoir tienne ses promesses. Les citoyens veulent voir le « *maçon au pied du mur* », observer concrètement les résultats et juger sur pièces.

Construire la paix, c’est commencer par respecter ceux qui n’ont pas voté comme nous. C’est comprendre que l’avenir du pays ne peut se bâtir qu’avec tous ses enfants, pas seulement avec les vainqueurs d’un soir.

Trêve de triomphalisme. Place à la responsabilité, à la retenue et au travail. Parce que la paix, elle, n’attend pas.

■ Opération à ciel ouvert
de “vache à lait”

2 notaires réclament plus de 2,5
milliards Fcfa d’honoraires à la
succession Soppo Priso pour des
prestations discutables

Le 11 novembre 2025, à la requête des Maîtres Maximilienne Ovondi, Notaire, Liquidateur de l’Etude de Maître Woo Befolo et Edmond Kwedi Ekambi, Notaire, Liquidateur de la SCP Etokè, Maître Mouloko Benjamin Longue, Huissier de Justice à Douala, notifie aux ayants droits de la succession Soppo Priso une correspondance contenant une note d’honoraires de la somme de 2.752.272.220 Fcfa à régler dans un délai d’un mois.

Une note jugée scandaleuse qui fait sourire un ayant-droit de la succession qui estime que certains hommes de droit ont décidément transformé l’héritage de leur défunt père en “vache à lait” où chacun vient se servir. Les détails dans nos prochaines éditions.

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala
Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86
E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr
Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication
Victor NDOKI
e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de
Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction
Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef
Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé
Josselin NGANDONGO
(Cell. 694.17.54.02)

Relations publiques
Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter
Ive TSOPGUE
(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction
Etienne PENDA
Henri MEKANA
Henri Donatien AYANG
Alex BEMA

Reportage / Infographie
Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation
Jacques TIATY

Impression
LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution
Les Nouvelles du Pays

■ 76ème réunion extraordinaire du Comité des Ministres de l'Asecna

Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe a valablement représenté le Cameroun à Dakar

Vendredi 21 novembre 2025, au King Fahd Palace à Dakar, l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) ouvre sa 76ème session extraordinaire du Comité des Ministres. La rencontre est présidée par le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, et rassemble les ministres des Transports et de l'Aviation civile des 18 États membres.

À l'ouverture des travaux, un moment symbolique a marqué la scène : une chaleureuse poignée de main entre le Premier Ministre du Sénégal, Ousmane Sonko et Jean Ernest Masséna Ngalle



Bibehè, le ministre camerounais des Transports,

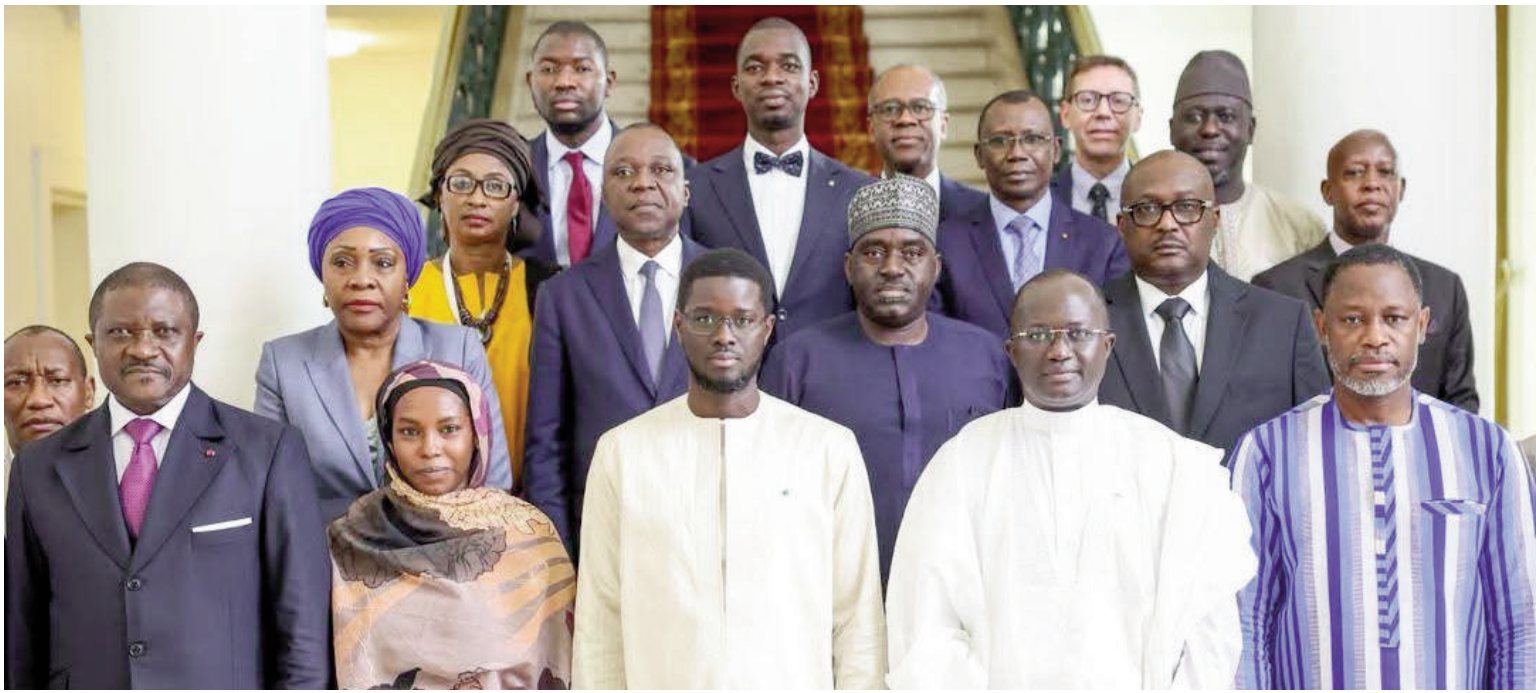
souligne l'importance stratégique du Cameroun

au sein de l'ASECNA. En tant qu'État membre et

utilisateur majeur de l'espace aérien sous gestion ASECNA, le Cameroun entend peser dans les orientations adoptées lors de cette session.

L'enjeu est de taille : les décisions prises aujourd'hui détermineront l'avenir de la navigation aérienne en Afrique. Deux documents cruciaux sont sur la table : le Plan d'Orientation Stratégique 2026–2035, qui définit la vision à long terme de l'Agence, et le Plan de Services et d'Équipements 2026–2030, qui identifie les actions prioritaires et les investissements à venir.

Pour le Cameroun, ces choix auront des conséquences directes sur la sécurité du trafic aérien, la modernisation des infrastructures, et les investissements dans les services aériens au cours des dix prochaines années.



Celcom/Mint

■ Immeuble siège de la CCAA

Le conseil d'administration visite le chantier de construction

C'était lors des 65ème et 66ème réunions extraordinaires du Conseil d'Administration de la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) qui se sont tenues du 20 au 21 novembre 2025 à Yaoundé sous la présidence de Monsieur de Monsieur NGOLLE III Patrice Emmanuel, Président du Conseil d'Administration, et Madame AVOMO ASSOUMOU Paule épouse KOKI, qu'assistait Monsieur ALLABIRA Mamadou, Directeur Général Adjoint, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Durant ces deux sessions plusieurs autres sujets ont été évoqués, notamment, l'état d'avancement des travaux de construction de l'immeuble siège, les projets d'aménagement des aéroports de Kribi, Bertoua et Tiko, le projet Equipe 4 safety récemment présenté à l'Assemblée de l'OACI, et les questions au personnel.

S'agissant des travaux de construction de l'immeuble siège de la CCAA, c'est un somptueux édifice qui est en cours de réalisation sur un hectare de terrain avec une emprise au sol de 1585 m2 et une surface totale de plancher de 14.000 m2, dont sensiblement 5.000 m2 sera réservé aux plateaux locaux.

Actuellement, les travaux de gros œuvre en cours sont



constitués, du coulage des planchers haut et bas des 8ème et 9ème étages, le ferrailage et le coulage des parkings souterrains VIP; le coffrage, le ferrailage des poteaux et poutres pour la circulation arrière du bâtiment

au niveau des rez de jardins.

Par ailleurs, en attendant la livraison des commandes passées localement ou à l'étranger, le terrassement de la plateforme se poursuit afin d'avoir une meilleure visibilité du site et de l'environnement immédiat.

Ainsi que la fourniture et la pose des chemins de câbles et des gaines, les maçonneries, le crépissage et l'aménagement des voiries et réserves et, les espaces consacrés aux deux salles polyvalents de

réunions jumelles et symétriques dont les plans de décoration et d'architecture font apparaître plus de design en matériaux locaux.

Au 15 novembre 2025, le taux de réalisation des travaux est de 29 %, soit 64% pour le gros œuvre.

Il est à noter que, la fin de ces travaux est prévue pour le 15 juillet 2027. La CCAA assure la maîtrise d'ouvrage aux côtés de l'entreprise BUN'S en charge des travaux et le Cabinet BISSEK, maître d'œuvre.

Le coût de construction de cet immeuble futuriste est de 12. Milliards TTC.

La grande innovation ici est l'utilisation préférentielle des matériaux locaux tels que, la pierre de Pouma pour les revêtements muraux intérieurs et extérieurs, le bois massif des essences du terroir pour les parquets, les portes et autres décorations.

Une visite du chantier de l'immeuble siège de la CCAA a également été faite par les membres du Conseil d'Administration.

Pour le projet Equip 4 safety, et ceux d'aménagement des aéroports de Tiko, Kribi et Bertoua, quitus a été donné à madame de le Directeur Général de poursuivre leurs maturations en attendant de voir les potentiels partenaires pour Equip 4 safety, et le mode de financement pour les aéroports.

Au terme de tous ces travaux, plusieurs résolutions ont été prises pour la bonne marche de l'Autorité Aéronautique. C'est le cas des dossiers de plusieurs personnels mis à la retraite en 2026 et d'autres sujets relatifs aux personnels qui ont été traités.

**Bernice Ruphine NTYAM
Epse MBANDEM
/CRP/CCAA**



■ 2ème conférence semestrielle des gouverneurs

Paul Atanga Nji appelle à la fermeté en période post-électorale

La deuxième conférence semestrielle des gouverneurs de régions pour l'année 2025 s'est achevée ce 26 novembre à l'Hôtel de Ville de Yaoundé. Pendant deux jours, les responsables administratifs régionaux ont planché, sous la présidence du ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, sur le thème : «Autorités administratives et maintien de l'ordre en période postélectorale».

La rencontre se tenait dans un climat sécuritaire sensible, quelques semaines après les troubles enregistrés dans certaines villes du pays, à la suite du scrutin présidentiel du 12 octobre 2025. Dans son discours de clôture, le Ministre de l'Administration territoriale (Minat) a rappelé la nécessité pour les gouverneurs de demeurer «fermes et vigilants» afin de restaurer la quiétude et prévenir toute dérive.

Paul Atanga Nji a dénoncé «un vaste complot insurrectionnel» attribué à des personnalités politiques «véreuses», accusées d'avoir tenté de déstabiliser les institutions. Il a averti que tous les acteurs identifiés répondront de leurs actes «devant les instances judiciaires compétentes». Une mise en garde ferme du ministre, qui regrette l'attitude de certains partis politiques «engagés dans le sabotage des institutions républicaines», en contra-



diction avec la vision de dialogue et d'apaisement portée par le chef de l'État.

Sécurité, renseignement et discipline administrative au centre des priorités

Devant les dix gouverneurs de régions, le ministre a énoncé une série de recommandations prioritaires. Sur le plan sécuri-

taire, il a insisté sur :

- le renforcement du renseignement prévisionnel ;
- la sécurisation des axes routiers ;
- le quadrillage des centres urbains, zones rurales et frontalières ;
- l'intensification de la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues.

Sur le terrain administratif et politique, les gouverneurs sont appelés à as-

surer une surveillance accrue des activités des partis politiques, ONG, associations, motos-taxis et syndicats de transporteurs. Le ministre a également souligné l'importance du suivi rigoureux des projets structurants en cours, essentiels à la vision des «grandes espérances» évoquée par le président de la République.

«Tout dysfonctionnement devra faire l'objet

d'un compte rendu sans délai», a-t-il rappelé, insistant sur la responsabilité directe des gouverneurs dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales.

Rapport des travaux: sécurité, grand banditisme et désinformation au menu

Avant la clôture, le secrétaire général du MINAT, Yves Christian Edoa Effa, a présenté le rapport général des travaux. Celui-ci est revenu sur les interventions majeures du secrétaire d'État à la Défense, Galax Etoga, et du secrétaire général de la Délégation générale à la Sûreté nationale, Dominique Baya. Les discussions ont couvert la situation sécuritaire nationale, la recrudescence du grand banditisme, les accidents de la route, ainsi que la montée inquiétante de la désinformation sur les réseaux sociaux.

Un appel à la stabilité nationale

En conclusion, le ministre Paul Atanga Nji a salué l'engagement des gouverneurs et les a exhortés à appliquer avec rigueur les recommandations issues de la conférence. Il a rappelé que la stabilité nationale demeure une priorité absolue, conformément aux «très hautes prescriptions du chef de l'État».

Avec cette rencontre, le gouvernement entend renforcer la coordination administrative et sécuritaire à un moment crucial de la vie nationale, marquée par l'exigence d'apaisement et de consolidation de l'ordre républicain.

Etienne PENDA



■Coopération Cameroun - Chine

Une audience qui confirme le poids stratégique du partenariat sanitaire

L’audience accordée ce jeudi 27 novembre 2025 par le Ministre de la Santé publique, Dr Manaouda Malachie, au Conseiller économique de l’Ambassade de Chine s’inscrit dans un contexte marqué par la consolidation des relations sino-camerounaises.

Au-delà de la dimension protocolaire, la rencontre éclaire plusieurs enjeux structurants pour le système de santé camerounais et pour la diplomatie sanitaire entre les deux pays.

Un partenariat sanitaire devenu un levier diplomatique majeur

L’entretien a mis en lumière la résilience d’un partenariat vieux de plus d’un demi-siècle. Le diplomate chinois a rappelé le caractère stratégique des relations sino-camerounaises, renforcées récemment par la 8ème visite d’État du Président Paul Biya en Chine.

Ce rappel n’est pas anodin : il réaffirme la place du secteur santé comme l’un des instruments les plus efficaces de l’influence chinoise en Afrique centrale, et l’un des domaines où la coopération bilatérale a produit des résultats tangibles.

L’arrivée de la 25ème mission médicale : un signal de continuité et d’engagement

L’annonce de l’arrivée, en décembre 2025, de la 25ème mission médicale chinoise illustre la continuité d’un engagement rarement égalé par d’autres partenaires. Depuis 50 ans, ces missions constituent :

- un appui direct aux hôpitaux camerounais,
- un mécanisme de transfert de compétences,
- une contribution visible à l’amélioration de l’offre de soins.

Le maintien de ce dispositif, dans un contexte mondial volatil, confirme la volonté de Pékin de préserver un ancrage fort dans le système de santé camerounais.

Une célébration du cinquantenaire aux enjeux symboliques et politiques

La préparation de la cérémonie des 50 ans de coopération médicale, prévue le 3 décembre à l’HGOPY, prend une dimension à la fois commémorative et stratégique. Elle permettra de :



- valoriser l’impact de la présence médicale chinoise,
 - mettre en avant la longévité du partenariat,
 - inscrire la relation dans un cycle renouvelé de coopération.
- La réception annoncée en l’honneur de la 25ème mission devrait servir de vitrine au dispositif de diplomatie sanitaire chinoise.

Une volonté de

- renforcer la réponse épidémiologique**
- Dans un contexte où la surveillance sanitaire est devenue un impératif de sécurité nationale, la Chine a proposé de mettre à disposition du Cameroun un expert en santé publique.
- Ce geste s’inscrit dans une logique :
- d’anticipation des crises sanitaires,

- de partage d’expertise acquise lors des grandes pandémies mondiales,
 - de soutien aux stratégies nationales de préparation et de riposte.
- Pour le Cameroun, il s’agit d’un apport technique pertinent à un moment où les systèmes de veille sanitaire sont en pleine mutation.
- Une reconnaissance**

politique du soutien chinois

Le Ministre de la Santé publique a exprimé sa satisfaction devant ce renouvellement d’engagement. En qualifiant la coopération de «*fiable, loyale et bénéfique*», Dr Manaouda Malachie a envoyé un signal diplomatique clair : la Chine demeure, pour le Cameroun, un partenaire structurel dans la mise en œuvre des politiques de santé. Cette position confirme l’alignement stratégique du pays vis-à-vis de Pékin, tout en réaffirmant la volonté du gouvernement d’assurer un cadre favorable au travail des missions médicales chinoises.

Un interlocuteur au profil stratégique

Le Conseiller économique reçu est un diplomate aguerri ayant servi dans plusieurs zones géopolitiquement sensibles. Cette expérience constitue un atout dans la gestion d’un partenariat qui combine enjeux sanitaires, intérêts économiques et coopération technique.

Alex MBEMA

■Journée mondiale de lutte contre le Sida

L’Hôpital Général de Yaoundé renforce sa riposte

Les activités de la semaine de lutte contre le Sida 2025 lancées à l’Hôpital Général de Yaoundé. C’était le Mardi 25 Novembre 2025 à la salle des Conférences de l’HGY.

Pour l’occasion, spécialistes de santé, personnes vivant avec le VIH/Sida et autres acteurs de la riposte se sont retrouvés pour faire le point de la lutte contre le Sida au CTA de l’HGY en cette année 2025. Pour cette 1ère journée, les échanges de la salle des Conférences de l’Hôpital Général de Yaoundé ont essentiellement portés sur le bilan de l’activité au CTA de l’HGY et la PTME dans ce centre.

Bien que la prévalence du VIH au Cameroun soit passée de 5,4% en 2018 à 2,7% en 2024, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent la tranche d’âge la plus touchée.

Malgré cette baisse, le pays reste confronté à l’épidémie, avec environ 530 000 personnes vivant avec le VIH, dont une partie importante est constituée de jeunes (15-24 ans). Le gouvernement, soutenu par des partenaires internationaux comme les États-Unis, a mis en place des plans stratégiques pour renforcer la prévention et le traitement. Cependant, des défis subsistent concernant l’accès aux soins, le respect des traitements et le soutien aux populations vulnérables.

Au CTA de l’Hôpital Général de Yaoundé, les chiffres vont dans le sens de la riposte contre le Vih/Sida. Avec un médecin

biologiste, un pharmacien, neuf médecins cliniciens et Une File active de 3304 patients, soit seize femmes enceintes, dix-huit allaitantes et quarante-six enfants et adolescents, ledit centre affiche des performances encourageantes à savoir :

- 1er 95 : Testés 1900 Positifs 129 Index Case Testing 222
- 2e 95 : Linkage 100% Initiation 112 (87%) Rétention -95%
- 3e 95 : Prélèvement des échantillons 84% Taux de suppression 96% Couverture en charge virale 74%

À la faveur de la semaine de

lutte contre le Sida organisé à l’Hôpital Général de Yaoundé, plusieurs activités sont prévues notamment la sensibilisation, le dépistage et les causeries éducatives dans les services et communautés, des conférences-débats et ateliers et une marche sportive sous la supervision du Directeur Général Pr Noël Emmanuel Essomba.

Rappelons que la 10ème édition du mois camerounais couplée à la 38ème Journée mondiale de lutte contre le Sida du 1er Décembre 2025 est placée sous le thème «*Surmonter les perturbations, transformer la riposte au Sida.*»

Communication/Général

■ Groupe Saint-Christophe Quand formation sanitaire et politique publique se rencontrent

La rentrée académique 2025-2026 du Groupe Saint-Christophe a été marquée par une visite de travail du Ministre de la Santé publique, Dr Manaouda Malachie.

Au-delà de la solennité de l'événement, cette visite souligne la montée en puissance des établissements privés dans le paysage de la formation paramédicale au Cameroun et interroge sur les dynamiques de coopération entre l'État et le secteur éducatif privé.

Une expansion rapide et maîtrisée

En quatre ans seulement, le Groupe Saint-Christophe est passé d'une capacité d'accueil de 600 à 4.000 étudiants, consolidant sa position parmi les acteurs majeurs de la formation sanitaire. Les infrastructures modernes – amphithéâtres, salles de pratique internationalement équipées, campus connecté et espaces multisport – témoignent d'un investissement stratégique orienté vers l'excellence académique et la professionnalisation.

Cette croissance rapide illustre l'importance croissante du privé dans un contexte où le système public peine encore à absorber la demande pour des formations paramédicales de qualité. Elle met également en lumière le rôle clé des promoteurs privés dans la transformation des pratiques pédagogiques et la modernisation des infrastructures éducatives.

Synergie entre vision ministérielle et initiatives privées

La visite du Ministre n'a pas seulement été protocolaire. Elle s'inscrit dans une



logique de renforcement des partenariats public-privé dans le secteur sanitaire. Le Dr Manaouda Malachie a eu l'occasion de constater l'adéquation entre les réformes du MINSANTÉ – digitalisation des services, modernisation des procédures – et l'ambition du Groupe Saint-

Christophe de former des professionnels compétents et immédiatement opérationnels.

La présentation du projet ORATSANTE et le documentaire sur les grands chantiers du Ministère ont souligné la convergence entre l'innovation pédagogique et la

politique publique de santé, un alignement stratégique bénéfique pour le développement d'un système de santé résilient.

Vers une gouvernance académique plus transparente

La proposition de la direction de l'Institut pour l'instauration d'un classement national des écoles de santé illustre une démarche analytique et prospective : évaluer la performance académique, l'encadrement et la discipline afin de stimuler la compétitivité et valoriser les institutions les plus performantes. Une telle initiative pourrait servir de levier pour améliorer la qualité globale des formations paramédicales au Cameroun et encourager une saine émulation entre établissements publics et privés.

Un message aux futurs professionnels de santé

Les échanges directs entre le Ministre et les étudiants ont mis en lumière les défis de la professionnalisation et les attentes du secteur sanitaire en matière de compétence et de discipline. Au-delà du symbolique, cette interaction constitue un signal fort : la réussite académique et la formation de qualité sont désormais indissociables des standards attendus par les politiques publiques.

Une institution modèle au service du système national

La visite du Dr Manaouda Malachie confirme le rôle stratégique du Groupe Saint-Christophe dans l'écosystème de la formation sanitaire. L'institution apparaît comme un laboratoire d'innovation pédagogique et un partenaire potentiel des politiques publiques de santé. En misant sur l'excellence, la discipline et l'innovation, le Groupe Saint-Christophe contribue à renforcer la qualité des ressources humaines du secteur sanitaire et à préparer la jeunesse camerounaise à relever les défis d'un système de santé en pleine mutation.

Flaubert KAMGA



■ Collaboration stratégique

Camwater et Mindcaf renforcent la sécurisation foncière des infrastructures hydrauliques

Une avancée importante vient d’être enregistrée dans le processus de sécurisation foncière des installations de la Camwater.

Une équipe conjointe de la société publique de l’eau et du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (Mindcaf) a tenu, les 25 et 26 novembre 2025 à Yaoundé, deux sessions extraordinaires consacrées à l’évaluation des dossiers en cours sur l’ensemble du territoire.

Présidées par le Directeur des Domaines, également coordonnateur de l’équipe, ces assises avaient pour objectif de mesurer le niveau d’avancement des travaux relatifs à l’obtention des titres fonciers et à la protection juridique des terrains abritant les infrastructures stratégiques de la Camwater. Une démarche jugée indispensable pour garantir la maîtrise foncière, la continuité du service public de l’eau et la préservation des investissements.

Un point d’étape décisif sur le Projet Neuf Villes Phase 2

Les travaux ont permis d’examiner en priorité les dossiers touchant la Phase 2 du Projet Neuf Villes, qui concerne notamment Maroua, Garoua, Dschang, Garoua-Boulai et Yabassi. L’analyse approfondie de ces cas contribue à sécuriser les emprises destinées aux nouvelles installations et aux extensions prévues, assurant ainsi leur pérennité opérationnelle.

Plusieurs départements en attente de finalisation

La revue des dossiers en instance a également porté sur des départements clés tels que le Mfoundi, la Mefou et Akono, la Sanaga Maritime, le Noun, le Mezam, le Mayo Kani, l’Océan, le Moungo et le Fako. L’accélération du traitement dans ces zones apparaît cruciale pour lever les obstacles fonciers persistants et permettre à la Camwater d’obtenir des titres de propriété clairs et opposables.

Vers une suspension des charges locatives sur le Domaine Privé de l’État

Un autre axe majeur des échanges a concerné les parcelles du Domaine Privé de l’État attribuées à la Camwater. Les discussions visent à finaliser les démarches préparatoires à la demande de suspension des charges locatives dans plusieurs localités :



Ebolowa, Bamenda, Bafoussam, Maroua, Foumban, Dschang et Bafang. Une mesure qui, une fois effective, allègera considérablement les charges financières de l’entreprise et favorisera le réinvestissement des res-

sources dans l’amélioration du service public de l’eau.

Une collaboration stratégique pour un patrimoine mieux protégé

Ces sessions extraordi-

naires traduisent la volonté partagée du Mindcaf et de la Camwater de renforcer la sécurisation foncière des infrastructures hydrauliques du pays. Une dynamique de coopération qui, selon les responsables présents, demeure

essentielle pour garantir la pérennité, la sécurité et la durabilité du patrimoine foncier appuyant la production et la distribution d’eau potable au Cameroun.

Alex MBEMA

■ Entretien de la route Yabassi - Yingui

Un partenariat gagnant-gagnant au bénéfice des populations

Ledit partenariat porte sur l’entretien périodique de 31,10 km de routes en terre dans l’arrondissement de Yabassi, département du Nkam, à travers la Convention MINTP-GREENFIL PLANTATIONS LT, signée en 2018.

Les travaux, réalisés par GREENFIL PLANTATIONS LTD, sont encadrés par la Délégation départementale du Nkam, avec un suivi étroit assuré par le Chef Service des Routes du Réseau Ouest. Le financement des travaux est conjointement assuré par le Ministère des Travaux Publics (Mintp) et l’entreprise pour les exercices 2025, 2026 et 2027 pour un montant de 137.767.475 FCFA TTC. Les prestations actuelles s’étalent sur 12 mois, affichent à date 80 % d’avancement, avec une livraison attendue en juin 2026.

Au-delà de la performance technique, cette convention démontre l’impact concret des partenariats public-privé. L’entretien de cette route contribue à désenclaver un im-



portant bassin de production de palmier à huile, à faciliter les échanges entre Yingui et Yabassi, et à maintenir une circulation fiable en toute sai-

son, notamment vers la chefferie Ndogbaka.

À travers plusieurs conventions mises en œuvre sur l’étendue du territoire, le

Mintp entend diversifier les mécanismes d’entretien routier en associant les entreprises privées.

Source : Mintp

■Automatisation des péages

Un règlement partiel de 20 milliards Fcfa prévu en 2026 pour solder la rupture avec Tollcam

La décision de l'État camerounais de reprendre en main l'exploitation des péages automatisés continue de produire ses effets budgétaires.

Pour 2026, le gouvernement prévoit de verser 20 milliards de FCFA à Tollcam, la société concessionnaire initiale, afin d'honorer une partie des engagements contractuels liés à la résiliation du partenariat public-privé (PPP). Le reste de la créance devrait être apuré en 2027, selon la trajectoire financière retenue. Un protocole d'accord viendra formaliser l'arrangement entre les deux parties.

Cette compensation s'inscrit dans le cadre strict des dispositions contractuelles du PPP signé en mai 2020. Elle intègre plusieurs postes financiers :

- le remboursement de la dette contractée par Tollcam auprès de banques commerciales pour construire et équiper les postes de péage ;
- la couverture des instruments de fonds propres, incluant capital et intérêts ;
- une indemnisation de la perte de profit liée à l'arrêt anticipé du projet ;
- et une indemnité de résiliation, destinée à solder les réclamations du groupement chargé de la conception, de la construction et de l'exploitation.

L'analyse financière révèle un point important : l'État n'a engagé aucune dépense en amont, laissant à Tollcam la charge intégrale de l'investissement. La compensation prévue aujourd'hui découle donc directement de la décision souveraine du gouvernement, notifiée le 2 février 2024, de suspendre puis de reprendre entièrement l'exploitation des péages.

Ce revirement stratégique interroge sur la politique publique menée en matière de partenariats infrastructurels. Le projet d'automatisation, rappelons-le, répondait à la nécessité de sécuriser et d'optimiser la collecte des recettes routières, avec pour ambition de renforcer les capacités d'entretien du réseau national. Sa mise en œuvre par un opérateur privé visait à accélérer la modernisation des postes de péage et à transférer une partie des risques financiers.

La reprise en gestion directe par l'État ouvre désor-



mais une nouvelle phase : celle d'un modèle où l'administration assume à la fois les

charges d'exploitation et les remboursements liés au désengagement du partenaire

privé. Elle pose, en filigrane, la question de la soutenabilité budgétaire et de la gou-

vernance des grands projets publics.

Henri Donatien AYANG

■Crise au Fonds routier

Joseph Dion Ngute ordonne un audit pour restaurer la gouvernance

Face aux contre-performances persistantes et aux soupçons de mauvaise gestion qui minent le Fonds routier, le Premier ministre Joseph Dion Ngute a instruit la réalisation d'un audit général de cette structure stratégique.

L'enquête, qui portera sur la période 2022-2025, vise à clarifier les zones d'ombre entourant la gouvernance et l'utilisation des ressources financières destinées au développement des infrastructures routières du pays.

Créé pour financer et accompagner l'entretien du réseau routier national, le Fonds routier est régulièrement pointé du doigt pour des irrégularités financières et un manque de transparence. Plusieurs projets routiers annoncés au cours des dernières années sont restés inachevés, alimentant le scepticisme des citoyens et érodant la confiance des partenaires publics

et privés.

En parallèle à l'audit, le chef du gouvernement a décidé de geler tous les recrutements et licenciements au sein de l'institution, jusqu'à la désignation de nouveaux responsables. Une mesure conservatoire perçue comme un signal fort, traduisant la volonté de mettre fin aux pratiques contestées et de restaurer l'ordre dans la gestion publique.

Les attentes autour de cette démarche sont considérables. Les acteurs du secteur routier, les organisations de la société civile et les populations espèrent que cet audit permettra de dresser un diagnostic lucide des dysfonctionnements internes,

d'identifier les responsabilités et de proposer des solutions durables. Des sanctions pourraient également être envisagées à l'encontre des personnes reconnues coupables de dérives.

Au-delà du cas spécifique du Fonds routier, cette initiative relance le débat sur la gouvernance des établissements publics. Les défaillances observées dans le secteur des infrastructures routières ont un impact direct sur le développement économique et social du pays, tant la mobilité reste essentielle pour stimuler les échanges et attirer les investissements.

En ouvrant la voie à un audit transparent, Joseph Dion

Ngute affiche sa détermination à assainir la gestion du Fonds routier et à enclencher des réformes structurelles. Si le chemin vers une gouvernance plus rigoureuse demeure long, la démarche est saluée comme un premier pas vers la restauration de la confiance et la relance d'un secteur vital.

Les prochaines semaines seront décisives pour évaluer la portée de cette opération de vérité et les réformes qui en découleront. Une perspective suivie de près par une population en quête de résultats concrets et d'un réseau routier enfin à la hauteur des ambitions nationales.

Josselin NGANDONGO

■GETEC 2025

Le gouvernement injecte 420 millions Fcfa pour dynamiser les juniors entreprises

Les 22 lauréats de la 7ème édition du Génie et Talent de l'Étudiant Camerounais (GETEC) ont été récompensés, mercredi 26 novembre 2025, par une enveloppe globale de 420 millions de Fcfa destinée à soutenir l'accélération de leurs projets entrepreneuriaux.

La cérémonie officielle, coprésidée par le Ministre d'État, Ministre de l'Enseignement Supérieur, et le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa), s'est déroulée au Centre National de Supervision du RIC et de Développement du Numérique Universitaire à Yaoundé.

Au cours de cet événement, le Minpmeesa a réaffirmé son rôle clé dans la promotion de l'entrepreneuriat jeune en renouvelant son engagement auprès des juniors entreprises issues des établissements universitaires publics et privés. La subvention spéciale accordée cette année vise à renforcer les capacités productives des jeunes porteurs de projets, encourager l'innovation et favoriser l'émergence de solutions locales compétitives, tant au niveau sous régional qu'international.

Prenant la parole devant les récipiendaires, le Ministre Achille Bassilekin III a rappelé la constance de l'État dans le financement des initiatives entrepreneuriales universitaires. Il a indiqué qu'entre le lancement du programme et l'année 2024, les universités publiques ont bénéficié d'un transfert cumulé de 2,7 milliards de Fcfa pour soutenir leurs incubateurs, sur la base de conventions assorties d'exigences claires en matière de gestion et de transparence.

Annonçant un signal encore plus fort du Gouvernement, le Ministre a également révélé que l'appui ciblé aux meilleures juniors entreprises passera à 450 millions de Fcfa dès l'édition 2026 du Getec. Une progression qui traduit la volonté du Minpmeesa de stimuler davantage la culture entrepreneuriale, d'appuyer la structuration de modèles économiques viables et d'encou-



rager l'industrialisation progressive des initiatives issues du milieu universitaire.

Les lauréats de cette cuvée 2025 interviennent dans des secteurs stratégiques tels que l'agro-industrie, la transfor-

mation bois-forêt, le numérique, la communication et d'autres filières porteuses. Le financement le plus élevé accordé à une junior entreprise atteint 45 251 400 Fcfa, témoignant d'un soutien ciblé

en faveur de projets jugés à fort impact.

À travers cette nouvelle impulsion, le Minpmeesa confirme son engagement à placer la jeunesse au cœur de la dynamique nationale d'in-

novation, de compétitivité et de croissance économique, consolidant ainsi le rôle de l'entrepreneuriat étudiant comme moteur du développement.

Alex MBEMA

■Reconnaissance

La grandeur du peuple Toupouri n'est pas une légende... c'est une réalité !

Quand on parle du peuple Toupouri, on ne parle pas seulement d'une ethnie...

On parle d'un héritage millénaire, d'une force collective, d'une fierté qui traverse les générations.

Voici pourquoi les Toupouri sont considérés comme l'un des peuples les plus admirés du Cameroun et du Tchad.

1. Un peuple qui a survécu à l'histoire

Originaires du Soudan, les Toupouri ont traversé guerres, migrations, invasions...

Mais au lieu de disparaître, ils se sont renforcés, s'installant fièrement dans l'Extrême-Nord du Cameroun et au sud-ouest du Tchad.

Chaque village porte la mémoire d'un héros, d'une résistance, d'une bataille gagnée.

2. Une organisation



sociale exemplaire
Chez les Toupouri :
• la famille est sacrée
• le clan est un pilier
• la solidarité n'est pas un mot... c'est une règle de vie
Et au sommet, un guide : le

Wang Doré, chef spirituel, gardien des traditions et de l'unité.

3. Une culture riche, vivante et inimitable

Danse Gurna, récits oraux, cérémonies sacrées, coutumes

ancestrales...
La culture Toupouri n'est pas seulement belle : elle respire, elle parle, elle vit.
Le peuple Toupouri garde un lien puissant avec son histoire tout en s'adaptant aux défis d'aujourd'hui : climat, pauvreté, modernité...
Résultat ? Un peuple résilient, travailleur, fier et debout.

4. Une identité qui ne s'éteint pas

Malgré les difficultés, les Toupouri continuent de préserver leur langue, leurs rites, leur mode de vie.

Ils sont devenus un exemple de fierté africaine, de courage et de cohésion.

Source : Culture Toupouri / Toupouri Tv

■ Elections régionales

Henri Eyebe Ayissi remobilise les troupes du Rdpc à Monatéle

Le ministre Henri Eyebe Ayissi a relancé, le 16 novembre 2025 à Monatéle, la campagne du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc) dans la Lekié, à l'occasion d'une réunion ad hoc consacrée au lancement officiel des activités électorales en vue des élections des conseillers régionaux.

L'événement a également servi de tribune pour réaffirmer le soutien du parti au Président de la République, Paul Biya.

Dans son allocution, le Chef de la délégation permanente du Comité Central du Rdpc pour la Lekié a exprimé sa gratitude aux militants et a donné les grandes orientations stratégiques pour les deux semaines restantes avant le scrutin. Il a insisté sur la nécessité d'une mobilisation totale des électeurs, appelant les chefs des commissions communales — notamment les maires — à redoubler d'efforts pour garantir une participation massive.

Henri Eyebe Ayissi a rappelé que la réputation du Rdpc, bien que solide, ne saurait suffire sans l'engagement actif de chaque militant. «La victoire repose sur la présence aux urnes et sur la capacité de chacun à encourager les électeurs à accomplir leur devoir civique», a-



t-il souligné.

Le département de la Lekié compte actuellement 252 conseillers municipaux, dont 249 issus du Rdpc. Le PAL et le FDC disposent respectivement de 2 et 1 élu. Cette large majorité place le parti au flambeau ardent en position de force pour réaliser une nouvelle vic-

toire écrasante. Confiant, le ministre a même exhorté les trois voix de l'opposition à soutenir le Rdpc au nom du «bien commun» et de l'unité autour du Président Paul Biya.

La réunion a également permis de présenter l'ensemble des candidats du Rdpc, décrits comme des «vieux briscards»

maîtrisant les rouages de l'administration et de la politique locale. Leur expérience, combinée à une forte détermination, constitue selon Eyebe Ayissi un atout majeur pour porter haut les couleurs du parti lors des régionales.

À moins de quinze jours du vote, l'enjeu est désormais d'in-

tensifier les échanges de proximité avec les 252 électeurs concernés. Le ministre a exhorté les responsables locaux à multiplier les rencontres et actions de sensibilisation afin de consolider la dynamique engagée.

Plusieurs personnalités politiques — membres du gouvernement, parlementaires, élus locaux et chargés de mission du Comité Central — ont pris part à ce lancement. Une présence qui témoigne de l'importance stratégique de la Lekié et du rôle clé que pourrait jouer ce département dans les équilibres politiques régionaux.

En remobilisant ses bases et en renforçant la cohésion interne, Henri Eyebe Ayissi semble avoir donné le ton d'une campagne déterminée. Le Rdpc entend ainsi conforter sa domination dans la Lekié et aborder les élections régionales avec l'ambition d'une victoire éclatante sous la bannière du Président Paul Biya.

Josselin NGANDONGO

■ Filière banane plantain

Le Minader inaugure à Kribi un hub agro-industriel stratégique pour la campagne 2026

La Filière Banane Plantain du Cameroun (FBPC) franchit une étape décisive dans sa structuration avec le lancement officiel des activités 2026, présidé à Kribi par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Gabriel Mbairrobe.

L'événement, qui réunit investisseurs, acheteurs internationaux et autorités locales, marque une montée en gamme de la filière dans l'économie nationale.

Accueilli par le Préfet de l'Océan, Bouba Haman, le Minader visitera le Centre d'Incubation de la Banane Plantain, une infrastructure moderne pensée comme un hub de formation, de production et de services. La présence annoncée d'une forte délégation d'acheteurs nigériens confirme l'intérêt croissant du marché régional pour le produit camerounais, dans un contexte de hausse de la demande et d'ouverture progressive des corridors commerciaux.

Un investissement structurant pour la compétitivité de la filière

Le lancement de la campagne 2026 de production de matériel végétal certifié vise à renforcer la productivité, la qualité et la conformité phytosanitaire des plantations. Le geste technique de repiquage symbolisera l'entrée dans une phase de modernisation soutenue, en cohérence avec les ambitions de la SND30.

Le centre inauguré — doté de plateaux techniques, d'équipements didactiques, de bureaux modernes et d'un pôle de services marchands — constitue un modèle d'intégration économique. Conçu par le Président de la FBPC, Samuel Tony Obam Bikoue, il combine un hôtel, un restaurant, des aires de repos et des espaces commerciaux destinés à générer des revenus propres. Plusieurs multinationales et Agro Dealers y ont déjà pris posi-

tion, faisant du site une plateforme d'affaires émergente sur l'axe stratégique Édéa-Kribi.

Un catalyseur politique et commercial

L'événement s'inscrit dans une dynamique politique forte. Les acteurs de la filière remettront au MINADER une Motion de soutien au Président Paul Biya pour les avancées enregistrées dans ce secteur prioritaire. La délégation nigérienne, pour sa part, offrira un présent symbolique au Chef de l'État en remerciement de la fluidification des exportations camerounaises.

Le Ministre Mbairrobe sera également distingué par l'élite traditionnelle Ewondo-Evuzok, pour avoir contribué à positionner leur localité comme pôle national d'incubation agricole.

Vers une filière rentable et durable

Avec 40 emplois directs déjà créés, le projet confirme sa viabilité économique. Le management de Samuel Tony Obam Bikoue, axé sur l'innovation, l'autonomie financière et la souveraineté agricole, ouvre la voie à de nouveaux leviers de financement. Parmi les perspectives : la mobilisation des crédits carbone, un marché en pleine expansion susceptible d'offrir des ressources additionnelles importantes à la filière.

Ce nouveau hub agro-industriel de Kribi s'impose ainsi comme un accélérateur de compétitivité, positionnant la banane plantain comme un produit d'exportation stratégique et un moteur de croissance durable pour le Cameroun.

Henri MEKANA

HÔPITAL GÉNÉRAL DE YAOUNDÉ



Assemblée Générale

DU PERSONNEL DE L'HÔPITAL
GÉNÉRAL DE YAOUNDÉ

Vendredi
28
NOVEMBRE
2025

À partir de 11H00

Salle de Conférences de
la Croix Rouge

- Discours de politique générale
- Rapport activités médicales
- Rapport activités paramédicales
- Élection du représentant du personnel au Conseil d'Administration
- Élection Miss HGY



Hôpital Général de Yaoundé



+237 699465686/+237 671766712
+237 651 03 95 30/ +237 622 12 43 76